

Commission : Conseil de l'UE sur les Risques et la Sécurité Civile

Problématique : "Quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles, industrielles et humaines ?"

Auteur : Ukraine

L'Ukraine, ancienne république de l'URSS, a obtenu de l'UE l'ouverture des négociations en vue de son adhésion en décembre 2023. A ce titre, elle n'est pas encore membre mais d'ores et déjà associée en tant que candidate. Cette ancienne république socialiste soviétique s'est dotée d'une constitution démocratique en 1996, réformée en 2014 suite aux événements de l'Euromaidan (la révolution orange). Elle devient alors une république démocratique multipartite à régime parlementaire dans lequel le pouvoir exécutif est exercé par un gouvernement dirigé par un Premier ministre tandis que le pouvoir législatif est confié au parlement (Rada), qui ne comprend qu'une seule chambre. Le régime est donc de type semi-présidentiel avec le président Volodymyr Zelensky à la tête du parti "serviteur du peuple" depuis 2019.

Depuis avril 2023, l'Ukraine participe au mécanisme de protection civile de l'Union qui va permettre à notre pays de mettre en place des politiques de coordination avec l'Europe pour notre sécurité civile. Étant donnée notre localisation hors zone sismique et en climat continental, nous sommes peu menacés par des risques naturels. En revanche, la guerre a éclaté depuis deux ans, voire sept ans, sur notre sol, suite à l'invasion de la Russie le 24 février 2022. Elle est une menace effective non seulement pour notre pays mais aussi aux frontières de l'Europe. Notre pays est donc fortement exposé aux catastrophes humaines à cause de la Guerre qui y persiste. Concernant le risque de catastrophes industrielles, rappelons que, sur le sol ukrainien, a eu lieu la plus grande catastrophe industrielle de l'histoire avec l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl en 1986. L'Ukraine est un grand producteur d'énergie nucléaire qui dispose d'un réseau de 15 réacteurs nucléaires actuellement en fonctionnement. De ce fait, nous sommes fortement exposés aux risques d'explosion car, en période de guerre, le territoire est sujet à des attaques stratégiques menées par la Russie.

Depuis le début de la guerre, Volodymyr Zelensky sillonne la planète pour rallier des soutiens à l'Ukraine dont les forces armées sont confrontées à un manque de munitions et d'armement, dans leur lutte contre l'avancée des forces russes sur le terrain. Notons que de nombreuses aides ont été apportées à notre pays. En effet, fin janvier 2024, l'UE a renouvelé les sanctions économiques liées à l'agression militaire de la part des Russes, puis les dirigeants de l'UE ont approuvé à l'unanimité un soutien financier de 50 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine le 1er février 2024. Ce budget est réparti en 17 milliards d'euros sous la forme de subventions et 33 milliards d'euros sous la forme de prêts. Malheureusement, ceci n'est pas suffisant : l'Ukraine a plus que jamais besoin d'un soutien plus important, tant économique que militaire, de la part de ses alliés européens. Aujourd'hui, la situation dans notre pays menace l'Europe entière, donc la solidarité européenne est urgemment nécessaire contre les agressions répétées de Poutine. Il s'agit d'une lutte pour la défense de la démocratie en Europe et il est dans l'intérêt des Européens d'aider les Ukrainiens. Notre pays a différentes propositions et demandes pour l'UE. Une première serait que l'Ukraine puisse intégrer la politique de sécurité européenne (PSDC) ainsi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) afin de bénéficier des différentes aides associées. Ensuite, dès à présent, notre pays va avoir considérablement besoin d'aide humanitaire (et après la guerre aussi), et d'un soutien matériel et logistique pour les personnes victimes de cette catastrophe. De plus, nous avons besoin de davantage d'aide militaire tant matérielle (comme des roquettes et des missiles antichars) qu'en effectif d'hommes. D'autre part, notre pays va avoir besoin d'aide après la guerre. En effet, une proposition serait d'envoyer de la main d'œuvre pour rebâtir les écoles et les hôpitaux, aussi le système de santé qui sera à reconstruire. Par exemple, une option serait de mettre en place dans les États membres des formations pour nos futurs aide soignants. Finalement, l'Ukraine demandera une aide de sécurité civile pour protéger sa population des catastrophes industrielles. L'épisode des attaques russes contre la centrale nucléaire de Zaporijia démontre que nos centrales sont menacées par Poutine. Une autre proposition serait d'intégrer le règlement 2021/948 du Conseil de l'Euratom. Enfin, nous rappelons que les Ukrainiens sont très majoritairement europhiles et adhèrent aux valeurs de l'Union Européenne. Ainsi,

nous en appelons, plus qu'en toute autre circonstance, au soutien de nos alliés européens pour en finir avec la guerre et protéger notre population civile.